

Et si l'agriculture intensive coûtait plus qu'elle ne rapporte ?

Décryptage. On a cru pouvoir mettre en place une agriculture à moindre coût. Il n'en est rien. Rechercher à tout prix à produire des aliments tout-venant conforte un modèle à bout de souffle qui pollue, met en danger les paysans et réduit la biodiversité.



2 millions d'euros, c'est le coup du ramassage des algues vertes dopées par les nitrates. Ici sur une plage de Granville (Manche). Photo : Fred Tanneau/AFP

L'agriculture intensive permet de faire baisser les prix, entend-on souvent. Eh bien, c'est faux. En plus de s'accaparer les terres, de comprimer les prix et donc les revenus des paysans, ce mode de production sature l'environnement de nitrates et de pesticides, détruit l'emploi et les campagnes pour le plus grand bénéfice des

fonds d'investissement et des industries agroalimentaires. Décryptage de tous ces coûts cachés.

1. Pollution de l'eau, des sols... Un coût environnemental élevé

Qui dit production intensive dit pollution de l'eau et des sols. Les engrais azotés contribuent ainsi à 22 % des émissions d'ammoniac, les déjections animales et leur épandage à 75 %, rappelle l'Ademe. L'agriculture produit aussi 20 % des émissions de gaz à effet de serre. Selon le Commissariat général au développement durable (CGDD), les "externalités environnementales" (pollution de l'eau, de l'air, des sols ainsi que les gaz à effet de serre et les atteintes multiples à la biodiversité) représentent plusieurs milliards d'euros. La dépollution des eaux coûterait entre 220 millions et 510 millions d'euros. Sans compter les millions d'euros liés au ramassage des algues vertes ni les autres ravages sur la biodiversité. Le CGDD évoque par ailleurs "le coût des contentieux communautaires" liés aux directives sur la qualité de l'eau.

"Le contentieux entre la France et l'Europe sur la pollution aux nitrates a été levé il y a quelques semaines, mais la France a juste modifié son texte du plan nitrate. Elle doit encore faire ses preuves. Et cela peut coûter très cher", prévient Cyrielle Denhartigh, spécialiste agriculture et changements climatiques au sein du Réseau Action Climat.

2. Une catastrophe écologique et sanitaire avérée

Les substances phytosanitaires (herbicides, insecticides, fongicides) ont également un impact sur notre santé. En 2013, une étude de l'Inserm a mis en évidence une quinzaine de pathologies (cancers, maladies neurologiques ou troubles de la reproduction) qui ont un lien présumé avec les pesticides.

Mais ces derniers ne se limitent pas aux champs : en mangeant des aliments traités, les consommateurs se retrouvent exposés aux produits phytosanitaires...

Autres risques sanitaires, pas forcément chiffrables : la concentration d'animaux dans les grandes exploitations entraîne une surconsommation médicamenteuse (antibiotique et anti-infectieux), qu'on retrouvera dans la viande et les déjections.

"En matière de santé, les conséquences commencent à être chiffrées", précise Jean-Claude Bévillard, chargé des questions agricoles au sein de France Nature Environnement (FNE).

Les engrais et les excréments des animaux forment un cocktail explosif, l'ammoniac, qui, associé à l'air déjà pollué de l'industrie, crée des particules fines particulièrement dangereuses pour la santé : 48 000 décès prématurés sont imputables chaque année à l'exposition aux particules fines en France !

3. L'industrialisation au mépris de l'emploi

"Chaque fois qu'une ferme grossit, on perd de l'emploi. 20 fermes de 50 vaches, c'est plus de 40 emplois. Une ferme de 1000 vaches, c'est quatre fois moins et une qualité de travail dégradée", lâche Laurent Pinatel, porte-parole de la Confédération paysanne, qui parle de "casse sociale" L'agrandissement des élevages est sous-tendu par une mécanisation et une robotisation à l'extrême qui a une conséquence sur l'emploi", insiste-t-il. "Si on prend l'exemple du lait, l'horizon actuel, c'est un emploi pour un million de litres de lait dans les fermes-usines, contre un emploi pour 250000 litres en production classique", illustre le syndicaliste.

"Le montage des holdings, dans le cas des fermes-usines, vient aussi court-circuiter les cotisations MSA, garantes de la solidarité entre paysans", précise Michel Limes, porte-parole de la Confédération paysanne de Corrèze.

Et de souligner le risque, dans ce type d'exploitation XXL, que l'agriculture ne devienne un sous-produit d'activités plus lucratives, comme la production d'énergie.

4. Des consommateurs impactés par une pseudo-rentabilité

Produire toujours plus à grande échelle pour produire à moindre coût et proposer une alimentation bon marché. Tel est le credo du modèle intensif, qui s'appuie sur les intrants, la mécanisation et les aides publiques.

"Ce discours est encore très ancré", estime Jean-Claude Bévillard.

Sauf que, les objectifs résidant dans l'augmentation des volumes de production pour se positionner sur un marché mondial spéculatif, les cours peuvent varier du simple au double. Ainsi, le froid de ce début d'année en Espagne a détruit une large part des cultures de fruits et légumes. Résultat : l'ensemble des produits alimentaires en provenance d'Espagne ont vu leur prix augmenter. Et ce sont les consommateurs qui en font les frais.

"Entre le prix payé au paysan et le prix dans les rayons, il y a une marge considérable", insiste Jean-Claude Bévillard.

"Le contribuable est en devoir d'exiger des comptes, car il paye deux, voire trois fois: en tant que subventionneur, pour réparer les dégâts et quand il achète son produit", estime Laurent Pinatel.

D'où la crainte que l'accord de libre-échange *Tafta* entre l'Europe et les États-Unis ne renforce cette logique du *"produire toujours plus"* ainsi que l'emprise des multinationales.

Le Salon de l'agriculture en pratique

Une passion, des ambitions : c'est le thème du Salon international de l'agriculture 2017, qui ouvre demain au parc des expositions de la Porte de Versailles, à Paris. Jusqu'au 5 mars, le Salon accueillera le plus grand rassemblement d'animaux représentatif des 330 races en exposition – vaches, chevaux, chèvres, moutons, lapins ou cochons –, 3 850 bêtes au total. Il y a fort à parier que ce salon préélectoral soit également le champ d'expressions politiques ou syndicales marquées. Il sera ouvert tous les jours de 9 heures à 19 heures (attention, pas de nocturne cette année). Le prix d'entrée est de 14 euros en plein tarif, 7 euros pour les enfants de 6 ans à 12 ans et gratuit pour les moins de 6 ans.

Toutes les informations sur le salon

Rubrique Une planète et des hommes